

L'AIDE AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES: UN MENSONGE (?)

françois lortie

CONTRADICTION:

Un chef aux convictions profondes et ardentes devient facilement un "signe de contradiction" dans son propre milieu et même en dehors. La force qu'incarne son agir, contraste si fortement avec la tiédeur de la masse qu'elle se laisse envahir, ou trop souvent hélas, le rejette. L'opinion se divise à son sujet; il est signe de l'existence d'une contradiction: pour ou contre, la foule se partage.

Notre monde actuel s'engage dans une impasse. Il s'édifie sur la contradiction qu'un de ces chefs contestés, Fidel Castro, décrit en ces termes:

"La contradiction essentielle était auparavant entre l'impérialisme et les pays socialistes. Dans le monde d'aujourd'hui, cette contradiction n'a certes pas disparu, mais elle est devenue secondaire. La principale contradiction se situe maintenant entre l'impérialisme et les pays exploités du tiers-monde". (1)

Les pays riches, 30% de la population se partagent 75% des revenus alors que les pays du Tiers-Monde, 70% de la population n'ont que 25% des revenus.

Voilà la contradiction!

PAUVRETE DU TIERS-MONDE

Soulignons brièvement deux signes de la pauvreté du Tiers-Monde: la faim et l'analphabétisme. D'autant plus frappants ces signes que nous avons appris à lire le "ventre plein". Nous comptons sans le savoir parmi les privilégiés. En effet, chaque année, la moitié des décès ont pour cause la faim, soit près du double de la population du Canada: 40 millions. Il n'est pas du tout exagéré de dire que deux hommes sur trois souffrent de la faim: nous allons le voir.

Tout homme a besoin chaque jour en énergie, de 2,700 calories (en moyenne). Or nous savons par les rapports de la FAO que dans le monde:

- Six hommes sur 10 consomment moins de 2,200 calories par jour;
- Un homme sur dix consomme entre 2,200 et 2,700 calories par jour;
- Trois hommes sur 10 mangent à leur faim.

(1) Cordat Jean, Révolution des pauvres et Evangile, Edit. ouv. Paris 1970, p. 112

Cette situation est grave, mais plus grave encore est la croissance remarquée des sous-alimentés. En 1938, 4 hommes sur 10 n'atteignaient pas 2,200 calories par jour alors qu'en 1960, 6 hommes sur 10 n'ont pas ce minimum. Et pourquoi de 1934 à 1938 le Tiers-Monde a-t-il pu exporter 11 millions de tonnes de céréales alors qu'en 1966, il dut en importer 36 millions de tonnes... sans pouvoir manger à sa faim?

Le plus grand nombre de ces affamés vivent dans l'hémisphère sud du globe et forment ce qu'on appelle la "ceinture noire de la faim". En plus d'être affamés, ces habitants du Tiers-Monde sont en majorité ignorants. Les pays de la faim sont les pays de l'ignorance. Le nombre des adultes de 15 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire est estimé à 800 millions. (Unesco)

Quelque soit le chiffre, quelque soit notre réaction, un fait saute aux yeux et c'est celui-là seul que nous voulons souligner: le nombre des analphabètes va croissant. Selon les rapports des Nations Unies, il augmente environ de 20 millions par année.

LE FOSSE SE CREUSE

Le désir de tout homme - de bonne volonté - est de voir diminuer le nombre d'affamés et d'ignorants. La caractéristique de ces deux mondes s'identifie: ils croissent. Faim et ignorance sont deux signes d'une réalité crucifiante: "Le fossé se creuse" entre les repus et les affamés, les instruits et les ignorants, les riches et les pauvres. Et pourtant, les manchettes des journaux nous annoncent chaque jour de nouvelles formes d'aide.

Que peut produire cette aide en faveur des pays sous-développés? Peu! Elle est souvent un obstacle au développement dans sa forme actuelle. "C'est simple: qu'ils cessent de nous aider". Voilà ce qu'en pense un professeur de l'université de Rio, Luciano Martins. Et pourquoi? parce que les rapports entre pays développés et sous-développés sont intéressés et que l'enjeu revient au plus fort.

LA DOMINATION ECONOMIQUE

L'ensemble des lois ou conditions qui vont régir les rapports entre peuples riches et peuples pauvres sont fixées, il va sans dire, par les peuples riches, même si officiellement elles sont le fruit d'un accord mutuel. A quelle concession un affamé ne se plierait-il pas en face d'un morceau de pain?

La technique et l'outillage nécessaires aux pays du Tiers-Monde pour se développer sont propriété des pays riches. Le Tiers-Monde ne pourra les obtenir qu'au prix fixé par ces pays industriels. Par ailleurs, les matières premières et les produits de base (seule richesse des pays du Tiers-Monde) sont en trop grande quantité sur le marché et les pays riches peuvent donc manoeuvrer pour se les procurer à meilleur compte. Résultat: Les pays développés exercent une domination économique sur le marché international, domination d'autant plus grave que les peuples riches ont de moins en moins besoin de matières premières.

"L'économie internationale est d'autant plus aux mains des pays industrialisés que, depuis 1938, le marché des matières premières est en déclin par suite de la concurrence des produits de remplacement inventés grâce aux techniques avancées des pays riches. Peu à peu, ceux-ci, largement équipés et à la pointe du progrès scientifique qui permet un haut standing, se passent du Tiers-Monde qui devient alors marginal". (2)

Réalité terrifiante que celle-là! La loi de l'offre et de la demande jouant plein jeu, le prix des matières premières connaît la baisse alors que les pays riches ont "tout loisir" pour augmenter le prix des produits manufacturés. C'est la "détérioration des termes de l'échange".

"L'Afrique demande . . . que l'on ne continue pas à fixer en Europe le prix de ses produits nationaux et en Europe encore le prix des produits qu'elle importe. Il est temps de mettre fin à cette détérioration des termes de l'échange qui fait que la haute finance peut du jour au lendemain "casser" le cours de la tonne de cacao et augmenter celui de l'acier! Comment équilibrer la balance commerciale d'un pays monoculture quand les cours de son produit unique s'effondrent et qu'en même temps ceux des produits qu'il importe augmentent, sans qu'il puisse y remédier, n'ayant pas voix au chapitre? Et à quoi lui sert-il de doubler sa production si on la lui achète deux fois moins cher?" (3)

Ajoutons à cette domination une exploitation éhontée résultant de la fuite des capitaux. N'ayant pas suffisamment de ressources pour la mise en valeur de leurs richesses naturelles, des investissements étrangers "s'offrent" pour la réaliser. Evidemment, le profit appartient à ceux qui ont fait la mise de fonds: une évacuation continuelle des capitaux se fait des pays sous-développés aux pays développés et l'exemple le plus cuisant se trouve être l'Amérique latine:

"Dans ce domaine du transfert des capitaux, l'exploitation de l'Amérique latine est un cas particulièrement scandaleux. Entre 1950 et

(2) Cordat Jean, op. cit. pages 141-142

(3) Ahmed Kabir, Le Tiers-Monde par le CJN No. 97, mars 70.

1961, les pays étrangers ont placé 9,6 milliards de dollars dans ce continent, mais les sommes rentrées des pays d'Amérique latine vers les pays prêteurs s'élevaient à 13,4 milliards! C'est donc l'Amérique latine qui a prêté aux riches, pour 3,8 milliards de dollars. Si l'on ajoute à cette somme les 10 milliards de pertes dues à la baisse des prix des matières premières et à la hausse des prix des produits manufacturés durant cette période, c'est au total 13,9 milliards de dollars qui sont partis de l'Amérique latine en onze ans".(4)

L'aide aux pays sous-développés coiffe cette double domination économique si flagrante. Malheureusement, les tables rondes sont souvent les témoins de ces "mensonges". Plusieurs pays sous-développés n'ont pas leurs meilleurs représentants autour de la table des négociations: déjà une classe de privilégiés naît et elle pactise avec les riches.

LE MENSONGE DES AIDES

Assistance matérielle et technique, telles sont les deux formes d'aide aux pays sous-développés. Quant aux sources, distinguons l'aide publique (des deniers de l'Etat) et l'aide privée (capitaux d'entreprises ou de sociétés privées investissant dans le commerce ou l'industrie). Nous allons qualifier immédiatement l'aide privée pour éviter que ne se glisse quelque confusion. Les efforts des sociétés de bienfaisance ne sont pas inclus dans cette aide privée. Il ne s'agit que d'investissements commerciaux ou industriels qui ne peuvent être considérés comme aide vu que...

"Les capitaux privés et les crédits publics engagés pour des raisons commerciales dans les pays en voie de développement n'ont pas davantage le caractère d'une "aide" que ceux qui sont engagés dans d'autres pays industrialisés." (5)

Toute statistique incluant l'aide des capitaux privés aux pays sous-développés est donc mensongère et doit être mise de côté.

1- L'aide n'augmente pas, elle diminue. L'aide publique se chiffre à 6,4 milliards en 1968 accusant une baisse de 200 millions par rapport à l'année précédente. Même si la contribution d'aide aux pays sous-développés a grimpé, en volume de 25% par rapport à 1961, il n'en demeure pas moins qu'elle diminue en taux par rapport au P.N.B. des pays donateurs. Le taux de 1961 était de 0,54% pour l'ensemble des pays développés alors qu'il est de 0,39% en 1968.

Nous sommes loin de l'objectif de 1% adopté en résolution par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1960. Et même si l'aide augmente en volume

(5) Pearson L.B. Vers une action commune pour le développement, Denoel, Paris 1969, page 194.

(ce qui n'est pas le cas depuis 1967) il est un fait qu'elle diminue de près de moitié par rapport à l'expansion économique des pays développés.

2- La majeure partie de l'aide revient dans les pays riches en remboursements d'emprunts ou profits réalisés par les sociétés privées.

"Il y a pire, un peu partout l'aide sert à rembourser les emprunts. Les pays développés reprennent d'une main ce qu'ils donnent de l'autre... On estime que sur les 8,943 milliards de dollars, total de l'aide des pays à économie de marché aux pays du Tiers-Monde en 1966, 5 milliards environ ont été réservés aux pays donateurs au titre de revenu des investissements privés". (6)

Un peu plus de la moitié de l'aide aux pays sous-développés revient aux pays riches et la dette extérieure des pays pauvres continue d'augmenter, ce qui freine le développement.

3- L'aide intéressée n'est pas une aide réelle. L'aide est intéressée: les pays riches vont chercher à intervenir dans les secteurs économiques qui leur serviront et non en fonction des besoins des pays pauvres. Toutes les mines et le pétrole sont en très grande partie pour approvisionner les pays riches; c'est donc une forme d'investissement qui ne peut rapporter qu'aux donateurs (et même s'il s'agissait d'un véritable don).

"N'ayant aucun intérêt à créer des industries industrialisantes (nécessaires au décollage de l'économie sous-développée) les groupes capitalistes sont soucieux avant tout de leur propre essor et investissent en priorité dans l'aire de l'économie de marché. Ils vont même jusqu'à s'opposer à l'ouverture des frontières des pays riches aux produits des industries naissantes des pays pauvres". (7)

4- L'aide est souvent limitée à des achats forcés. Cette aide est parfois tellement intéressée qu'elle bloque les possibilités d'achat des pays du Tiers-Monde. Les pays riches consentent à faire des "crédits ouverts en faveur des pays à aider, les formalités sont si complexes que les bénéficiaires ne peuvent pas utiliser ces sommes". Ou encore ils ne peuvent les utiliser qu'en achetant à 80% des produits du pays donateur, produits souvent catalogués en fonction du stockage sur le marché et non par rapport aux besoins du pays sous-développé. Par le truchement de l'aide, les grands pays essaient de résoudre leurs propres problèmes. (8)

(6) Cordat Jean, op. cit. p. 131 . (7) Cordat Jean, op. cit. p. 143

(8) Henri Gabriel Souma, Le Tiers-Monde nous parle, CJN no 97, mars 70, p.26.

5- On se sert de l'aide politisée pour se faire des alliés (armés).

Une partie de l'aide est aussi versée en crédits pour l'achat d'armes dans le pays donateur. Les dépenses pour les armes dans le monde sont catastrophiques: 21 millions de dollars dépensés par heure pour l'armement en 1965. Combien de fois ne lit-on pas dans une manchette: "Washington envoie des armes à Israel," ou "Londres enverra-t-elle des armes à Prétoria? Ces armes sont-elles pour développer... pour détruire ou pour acheter des libertés politiques?

CONCLUSION

Combien d'autres faits pourraient nous apporter un éclairage sur cette aide et nous expliquer le désenchantement croissant d'une communauté internationale en face d'un développement purement économique. "C'est cette extraordinaire concentration de richesse dont les nations industrialisées sont trop souvent quelque peu inconscientes qui contribuent à expliquer l'amertume et le ressentiment dont font parfois preuve les nations en voie de développement quand on leur offre une aide en termes assez proches du patronage et du paternalisme et quand les assistés sont priés de manifester de la gratitude pour ce qui, à leurs yeux, n'est pas générosité mais pur acte, marginal, de justice." (9)

C'est au nom de cette justice que nous esquissons ces quelques réflexions: ceux qui n'auront vu en elles qu'une intention de nier le besoin d'une aide économique aux pays sous-développés commettent une grave erreur. Nous voulons souligner les limites, les dangers et même les mensonges de cette aide économique lorsqu'elle est considérée comme plénière et authentique. Elle ne pourra combler qu'une partie - quoique nécessaire - des besoins de l'homme. Un pays a besoin de beaucoup plus que cette seule dimension économique pour créer un milieu "où il est possible à l'homme de s'épanouir dans sa culture et d'atteindre un degré de créativité lui permettant de satisfaire son besoin d'être, de respect et de dignité". (10)

Des hommes sérieux - et nous croyons que les missionnaires sont de ceux-là - se sont penchés sur le problème. L'Eglise s'est plongée dans cette réalité et Paul VI en a donné la pensée dans "Le progrès des Peuples."

(9) Roy Cardinal Maurice: Commission Justice et paix, D.C. 1575, Déc. 70

(10) Jobin J. et Mailhot A. Publ. Cendof, Vol. 1, no 5, Etude no 1, p. 11

Les Nations Unies peu après ont institué une commission sous la présidence de Lester B. Pearson pour étudier le problème actuel du développement des peuples et de l'aide apportée par les pays riches aux pays pauvres. Il y a là les grands éléments d'une stratégie du développement et de la coopération. Quelles que soient les actions posées par les pays développés et sous-développés, elles doivent naître d'un désir de paix et de justice sociale.

"Les privilégiés qui maintiennent des millions d'hommes en esclavage doivent avoir le courage d'abandonner leurs privilèges... nous dit Dom Helder Camara, je n'ai pas de solution, mais je sais qu'il faut sauver le monde de la désespérance." (11)

C'est une question de volonté! Il faut que le Tiers-Monde prenne en main sa situation et que les pays riches ne se contentent pas seulement d'un changement de mentalité mais cherchent à modifier les structures d'exploitation de notre société.

(11) Helder Camara, La spirale de la violence, CJN, no 97, mars 1970, p. 7.

N.B. Article extrait de la revue S.M.A., No 2 - Janvier-Février 1971, p.7.

DOCUMENTS

Il nous reste encore quelques documents qui ont été appréciés; de plus, nous n'avons pu rejoindre tous ceux et celles qui avaient manifesté le désir de se les procurer.

Voici la liste de ces documents:

- Cours du P. Marcello Zago, o.m.i.,: Mission du Christ et de l'Eglise, 23 pages
- Cours de Ousmane Silla: Eléments de sociologie et d'anthropologie, 44 pages.
- Dossier du Missionnaire 71.

Prix: Chaque document pour la modique somme de \$0.25.

S'adresser à: Entraide Missionnaire
1215, rue Visitation
C.P. 105, Succ. T,
Montréal 133